



...tous nos communiqués sur www.lpo.fr... tous nos communiqués sur www.lpo.fr... tous nos communiqués sur www.lpo.fr...

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Vendredi 1^{er} juillet 2011

La Commission européenne propose un budget plus gris que vert

La LPO est profondément déçue par le futur budget européen (2014-2020), présenté par la Commission européenne, le 29 juin.

Nous demandons aux Etats membres et au Parlement européen, qui vont maintenant l'examiner, de s'orienter vers une économie verte, en renforçant, notamment, le financement du développement rural (PAC).

La LPO salue certaines propositions qui vont, certes, dans le bon sens :

- 30 % des aides au revenu de la PAC seront attachées à des engagements « verts » ;
- le budget consacré à la pêche sera réorienté afin de soutenir la pêche durable et la préservation du milieu marin ;
- l'environnement et le climat bénéficieront des investissements de la politique de cohésion.

Mais notre association souligne le manque d'ambition des propositions de la Commission.

La révision actuelle du budget européen n'a lieu que tous les 10 ans. Elle constitue donc une occasion à saisir pour ajuster le budget aux engagements, pris récemment par l'Union européenne (UE) à Nagoya et à Cancun.

Nous déplorons, notamment, que le budget proposé pour le 2nd pilier, consacré au verdissement de la PAC, reste stable, ce qui ne permettra pas de répondre aux engagements prévus par la Stratégie européenne pour la biodiversité.

Les mesures agro-environnementales sont pourtant essentielles pour accompagner la transition des exploitations agricoles vers des modes de production plus efficaces économiquement, plus favorables à l'emploi et plus respectueux des ressources naturelles et de la biodiversité.

La PAC, qui représente plus de 40 % du budget européen, ne concerne pas que les seuls agriculteurs, mais l'ensemble de la société. En effet, plus de 56 % de la population européenne des 27 Etats membres de l'Union européenne vit, aujourd'hui, dans des zones rurales, qui représentent 91 % du territoire. Le renforcement de la politique de développement rural doit donc être une priorité de l'UE.

L'UE ne pourra pas être en mesure de relever les défis économiques, sociaux, environnementaux et climatiques actuels si les financements dédiés au développement rural sont remis en question.

Allain Bougrain Dubourg
Président de la LPO

Contacts

Claire Lux, attachée de presse LPO

01 42 73 56 10 / 06 34 12 50 69

Michel Métais, Directeur Général LPO

05 46 82 12 34 / 06 08 17 16 77



Ligue pour la Protection des Oiseaux
Siège social national LPO • Fonderies Royales • BP 90263 • 17305 ROCHEFORT CEDEX • Tél 05 46 82 12 34 • Fax 05 46 83 95 86 • www.lpo.fr • lpo@lpo.fr
Association reconnue d'utilité publique